

Chambre des communes, fréquenter les étoiles, humaines ou pas, remplacer avantageusement la reine, le drapeau et tous les emblèmes que vous voudrez.

Nous pourrions en rire si c'était moins tragique. Mais ce n'est pas drôle si vous songez que cela tient lieu d'action véritable. Je constate que le président du Conseil privé (M. Macdonald) trouve cela amusant. Il est persuadé que le gouvernement a fait en sorte de bien duper les gens, afin qu'ils ne puissent voir que ce brillant simulacre supplée au pain, au beurre, à la sécurité, aux soins hygiéniques, aux emplois, à la formation professionnelle et à tout ce dont le peuple a besoin.

Je suis ici pour dire au président du Conseil privé que je ne pense pas que les Canadiens croient cela indéfiniment. Le masque est déjà en train de glisser et les gens peuvent distinguer le vide et le néant de tout cela à l'arrière-plan des politiques du gouvernement actuel. Sans le patronage, le gouvernement n'arriverait à rien et sans la publicité et la propagande actuelles, il raterait son coup.

• (8.30 p.m.)

Mais après quelque temps, les gens vont découvrir que le pain et les jeux ne peuvent remplacer la vie que nous devrions pouvoir mener au Canada avec notre technologie et nos connaissances modernes ainsi qu'avec une politique authentique de leadership. Le gouvernement croit, je sais, que c'est une façon brillante de procéder, que c'est une véritable politique, mais quant à la société juste—mieux vaut l'oublier! Le premier ministre lui-même a dit l'autre jour qu'il n'utilisait plus ce terme, que c'était devenu un cliché. La vraie raison, je crois, car il est sans doute intelligent, c'est qu'il ne peut prétendre même à ses propres yeux s'orienter vers une société juste. Il ne sait que trop que ce à quoi il tend pourrait s'appeler d'une quantité d'autres noms, mais qu'aucune personne intelligente ne le qualifierait de société juste.

Une autre idée du gouvernement est que, surtout, personne ne doit prendre le Parlement au sérieux. Les membres du cabinet tentent de remettre en vigueur l'ancienne notion qui a si bien réussi en France sous Louis XIV, le roi Soleil, celle de «l'État, c'est moi». Cela a bien marché pendant un temps, jusqu'à ce que le peuple ait décidé qu'il en avait assez. Le mépris du Parlement et le mépris du peuple se tiennent et les deux n'ont que trop duré.

Je vais me servir du temps qui me reste pour proposer des formules constructives;

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

nous avons insisté sur les carences du gouvernement et sur son incurie, mais nous voulons également dire ce qui devrait être fait pour le bien-être de la population. D'abord, monsieur l'Orateur, dans ce débat budgétaire, nous nous sommes efforcés de faire accepter une modification qui exempterait de l'impôt sur le revenu toute personne célibataire gagnant moins de \$2,000 par an et les gens mariés ayant moins de \$4,000 par an. C'est un critère d'exemption fiscale assez grossier mais, c'est ce que nous avons tenté d'obtenir. Nous avons été écrasés par l'énorme majorité des supporteurs du gouvernement qui sentent leurs cœurs déchirés en pensant au peuple, sauf quand le moment est venu de faire quelque chose de constructif. C'est donc sans espoir pour le moment.

La deuxième chose que nous avons essayé de faire au Parlement, ce fut d'obtenir des augmentations intérimaires pour tous ceux dont le revenu est insuffisant, pour les retraités du gouvernement, les pensionnés de la vieillesse, les anciens combattants et les autres, en attendant le résultat de l'étude gouvernementale sur les programmes de sécurité sociale. Vous voyez, monsieur l'Orateur, pendant qu'on parle de la merveilleuse efficacité et que le gouvernement ajoute sans cesse d'autres rouages à ce mécanisme déjà terriblement complexe, pour étudier toutes ces choses, le coût de la vie continue de monter, et les moyens de chacun diminuent de jour en jour. C'est pourquoi, en toute justice, si nous voulons vraiment atteindre cette société juste, le gouvernement se doit d'accorder des augmentations intérimaires pour permettre à ces personnes de pouvoir suivre l'augmentation du coût de la vie jusqu'à ce qu'un programme de sécurité sociale approprié soit établi. Mais encore une fois, le gouvernement s'en gardera bien.

En troisième lieu, monsieur l'Orateur, nous avons dit que le budget aurait dû prévoir un revenu garanti à brève échéance. Dès le début de la session, j'en ai parlé et le premier ministre a répondu que le gouvernement ne le considérerait pas comme une mesure réaliste. Réaliste pour qui? Peut-être pas pour le gouvernement. Pourquoi les députés ministériels se préoccuperaient-ils d'un revenu garanti? Ils l'ont jusqu'aux prochaines élections, mais je ne les en assurerais pas après, à moins qu'ils ne s'amendent sensiblement dans l'intervalle. Mais c'est d'abord le revenu garanti qui assurera au gagne-petit le moyen de maintenir son niveau de vie actuel.